

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 26 décembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **GPA Dechetterie**

zone artisanale  
22260 PLOUEC DU TRIEUX

Code AIOT : 0005514007

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/12/2022 dans l'établissement GPA Dechetterie implanté zone artisanale 22260 PLOUEC DU TRIEUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GPA Dechetterie
- zone artisanale 22260 PLOUEC DU TRIEUX
- Code AIOT : 0005514007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Plouec-du-Trieux est autorisée par arrêté du 19 octobre 2006. Son exploitation a été reprise par Guigamp Paimpol Agglomération.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels : moyens de lutte contre l'incendie et distance d'implantation ;
- Risques chroniques : gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- Modalités d'entreposage des déchets dangereux.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	/	Mise en demeure, respect de prescription	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect des volumes autorisés	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 1.1	/	Sans objet
2	Clôture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	/	Sans objet
3	Distances pour stockage de déchets verts	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	/	Sans objet
6	Locaux d'entreposage	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.2.	/	Sans objet
7	Ventilation	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.4.	/	Sans objet
8	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.6.	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le site est globalement bien tenu.

Le principal constat est que les moyens de lutte contre l'incendie ne sont pas suffisants, vu l'absence de point d'eau. Une mise en demeure est donc proposée pour la mise en conformité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Respect des volumes autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Description des installations classées : - rubrique 2710-1 : déchetterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public ; la superficie totale de l'installation étant supérieure à 2500 m <sup>2</sup> (8000 m <sup>2</sup> environ) - A - rubrique 2260-1 : broyage de déchets verts à l'aide de matériel d'une puissance électrique supérieure à 500 kW (550 kW environ) – A
<b>Constats :</b> Depuis le changement de nomenclature, la déchetterie relève de : - la rubrique 2710-2a : collecte de déchets non dangereux, volume de déchets susceptibles d'être stockés est supérieur à 300 m <sup>3</sup> - Enregistrement Selon l'exploitant, il y a au maximum sur le site 11 bennes de déchets de contenance de 30 m3 chacune.  - rubrique 2794 : installation de broyage de déchets végétaux non dangereux Broyage de déchets verts, quantité de déchets traités supérieure à 30 t/j – enregistrement La plate-forme de déchets verts fait 600 m <sup>2</sup> Le broyage a lieu tous les mois en moyenne, pour un tonnage annuel de déchets traités d'environ 1900 t. L'exploitant estime que la quantité de déchets traités pendant les jours de campagne est supérieure à 30 t/j.  - rubrique 2710.1b : collecte de déchets dangereux Quantité supérieure à 1 t mais inférieure à 7 t : Déclaration contrôlée L'exploitant estime se situer entre 1 et 7 t.  L'exploitant devra confirmer le classement vis à vis des 3 rubriques concernées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Clôture de l'installation.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
<b>Constats :</b> Le site est clôturé et un portail est présent à l'entrée. Un panneau est placé à l'entrée sur lequel est précisé les horaires d'ouverture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Distances pour stockage de déchets verts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m <sup>2</sup> ) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.
<b>Constats :</b> La zone d'entreposage de déchets verts se situe à moins de 20 m des limites du site, mais elle est ceinturée d'un mur d'une hauteur d'environ 2 m. Il a été constaté qu'aucune indication ne figurait sur le mur pour indiquer la hauteur maximale à ne pas dépasser.  L'exploitant devra matérialiser sur le mur la hauteur maximale des stockages à ne pas dépasser.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>— de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;</li><li>— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</li><li>— d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</li></ul>
<p><b>Constats :</b> Le site est équipé d'extincteurs. Le registre de sécurité a été consulté, et précise que 4 extincteurs sont placés sur le site. Ils ont été contrôlés en août 2022. Lors de l'inspection, il a été constaté que 2 autres extincteurs ont été ajoutés sur le site, le registre devra être mis à jour.</p> <p>Aucun poteau incendie ne se situe à proximité immédiate du site. Un bassin communal se situe à l'extérieur du site et à proximité, mais :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- il n'était pas accessible (l'exploitant ne disposant pas de la clef)</li><li>- il était couvert de végétation</li><li>- il était peu rempli, et l'exploitant n'avait aucune information sur son volume</li><li>- il n'était a priori pas équipé de raccordements pour les pompiers.</li></ul> <p>Il est donc proposé une mise en demeure pour régulariser ce point.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter le plan des locaux mais a précisé qu'il était en cours de refonte.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**N° 5 : Collecte des eaux pluviales.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Depuis la fusion des collectivités et la reprise par GPA, l'exploitant ne dispose pas des plans de cette déchetterie. Ainsi, il n'avait pas connaissance du plan des réseaux. Lors de la visite terrain, il a été constaté que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées était dirigé a priori vers un bassin d'orage présent sur le site. Le bassin était vide, et venait d'être nettoyé. Deux bouches étaient visibles en partie haute du bassin, qui pourraient correspondre à l'emplacement d'un débourbeur/déshuileur. Mais cela reste à confirmer (il n'a pas été possible de les ouvrir), et le cas échéant à procéder à un nettoyage de ce dispositif.  L'exploitant devra donc faire le nécessaire pour se mettre en conformité sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Locaux d'entreposage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.
<b>Constats :</b> Les déchets dangereux sont stockés dans un local dédié, abrité des intempéries (container sous rétention). Les particuliers n'ont pas accès à ce local, c'est le responsable de la déchetterie qui emmène les déchets dangereux et les trie. A noter, qu'avant d'être emmenés dans le local, ils sont entreposés temporairement sur un chariot, chariot ajouré sans rétention. Il serait donc opportun de prévoir un dispositif évitant tout risque de pollution.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Ventilation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.
<b>Constats :</b> Le local est équipé de bouche de ventilation, que l'exploitant a complété par une VMC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Rétention des aires et locaux de travail

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.
<b>Constats :</b> Les déchets dangereux sont stockés dans un container spécifique, sous rétention.  A noter qu'il a été constaté dans le hangar, servant d'atelier, des bidons d'huiles moteur sans rétention. Ils sont à mettre sous rétention (dispositifs présents à proximité).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet